



**Coronavirus Covid-19 : notification concernant la possibilité d'introduire une demande écrite d'interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 »**

Cette notification concerne **le/la condamné.e** :

.....(Nom, prénom, lieu et date de naissance)

Eu égard aux critères énoncés dans la CM n°1823, vous pouvez introduire une demande écrite afin d'obtenir une interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 ».

L'interruption de l'exécution de la peine est octroyée pour une durée fixe **de 2 mois**.

L'interruption de l'exécution de la peine peut éventuellement être **prolongée** pour une durée de deux mois maximum en fonction de l'évolution de la gravité de la crise sanitaire, sous réserve de votre accord et sous réserve d'une nouvelle évaluation des contre-indications mentionnées ci-dessous et d'un nouvel accord du milieu d'accueil.

**Attention** : l'exécution de la peine ne se poursuit **pas** pendant la durée de l'interruption de l'exécution de la peine.

Si vous souhaitez bénéficier de cette mesure, vous pouvez soumettre une demande en remplissant le formulaire en annexe et en le transmettant au directeur.

Les conditions suivantes seront analysées lors de l'examen de l'octroi de cette mesure :

- L'existence de contre-indications :
  - le risque de se soustraire à l'exécution de la peine ;
  - le risque de commettre des infractions graves durant l'interruption de l'exécution de la peine ;
  - le risque d'importuner les victimes ;
  - le risque de ne pas se conformer aux mesures imposées par les autorités dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19.
- Avoir une adresse d'accueil et obtenir l'accord du milieu d'accueil.
- Disposer de moyens de subsistance suffisants.

Le directeur:  
(nom et prénom + signature)



**SPF JUSTICE**

**DG EPI**

Prison .....

**Annexe 2 – CM n°1823**

**Coronavirus Covid-19 : demande d'octroi d'une interruption de l'exécution de la peine  
« Covid-19 »**

**Je, soussigné.e**

nom et prénom .....

né.e à.....(lieu) le .....(date)

**demande, par la présente, l'octroi d'une interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 ».**

- **Adresse** à laquelle je pourrais passer cette interruption de l'exécution de la peine  
.....  
.....  
.....
- **Numéro de téléphone** auquel le **milieu d'accueil** de l'adresse susmentionnée peut être  
contacté (*pour la vérification de leur accord*).....
- **Numéro de GSM** et/ou **adresse e-mail** via lesquels je peux être contacté durant  
l'interruption de l'exécution de la peine (*pour la notification d'une éventuelle décision de  
prolongation de l'interruption de l'exécution de la peine*).....  
.....  
.....

J'ai pris connaissance du fait que l'exécution de la peine **ne se poursuit pas** pendant l'interruption de l'exécution de la peine.

Je suis d'accord de bénéficier d'une éventuelle **prolongation** de l'interruption de l'exécution de la peine (cochez si vous êtes d'accord).

Fait le :..... (date)

Signature du/de la condamné.e :.....



**SPF JUSTICE**

**DG EPI**

Prison .....

**Annexe 3 – CM n°1823**

**Coronavirus Covid-19 : décision d'octroi d'une interruption de l'exécution de la peine  
« Covid-19 »**

**Le/la condamné.e (nom, prénom)**

**Né.e à** ..... , **le** .....

**Numéro de carte d'identité**

**Domicilié.e à**

a été autorisé à bénéficier d'une interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 ».

Cette interruption de l'exécution de la peine court du ..... (date) au ..... (date de fin).

A la date de fin de la mesure susmentionnée, la personne condamnée doit se présenter à la prison sauf si une décision de prolongation lui a été notifiée.

**Attention** : l'exécution de la peine ne se poursuit **pas** pendant la durée de l'interruption de l'exécution de la peine.

Adresse où a lieu l'interruption de l'exécution de la peine.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Le directeur :  
(nom et prénom + signature)

Pour réception :  
Le/la condamné.e  
(nom et prénom + signature)

Date :

Date :



**SPF JUSTICE**  
**DG EPI**

Prison .....

**Annexe 3bis – CM n°1823**

**Coronavirus Covid-19 : décision de prolongation de l'interruption de l'exécution de la peine  
« Covid-19 »**

Cette décision concerne le/la condamné.e : .....

.....(Nom, prénom, lieu et date de naissance)

qui en date du .....(date) a donné

par téléphone

via l'annexe 2 (demande d'octroi)

son accord avec la prolongation de l'interruption de l'exécution de sa peine.

L'interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 », octroyée par décision du (date)  
.....est **prolongée** jusqu'au..... (date de fin).

A la date de fin susmentionnée, la personne doit se présenter à la prison, sauf si une *nouvelle*  
décision de renouvellement lui a été notifiée.

**Attention** : l'exécution de la peine **ne** se poursuit **pas** pendant la durée de l'interruption de  
l'exécution de la peine.

Adresse où se déroule l'interruption de l'exécution de la peine : .....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Le directeur:

(nom et prénom + signature)

Date :



**Coronavirus Covid-19 : décision de refus d'octroi d'une interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 »**

Cette décision concerne **le/la condamné.e** : .....

.....(Nom, prénom, lieu et date de naissance)

L'interruption de l'exécution de la peine est refusée pour la raison suivante :

- la personne condamnée appartient à l'une des catégories d'exclusion suivantes :
  - le condamné ne fait pas l'objet d'une décision d'octroi de congé pénitentiaire valable et n'a pas encore bénéficié de 3 congés pénitentiaires dûment exécutés ;
  - le condamné subit une peine d'emprisonnement pour des faits visés aux articles 137 à 141 du Code pénal ;
  - le condamné subit une peine d'emprisonnement pour des faits visés aux articles 371/1 à 378bis du Code pénal ;
  - le condamné subit une ou plusieurs peine.s privative.s de liberté dont le total s'élève à plus de 10 ans ;
  - le condamné fait l'objet d'une condamnation avec une mise à disposition du tribunal de l'application des peines, conformément aux articles 34ter ou 34quater du Code pénal ;
  - le condamné est suivi par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace dans le cadre des banques de données communes visées aux articles 44/11/3bis à 44/11/3quinquies de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.
- le condamné n'a pas d'adresse d'accueil ou n'a pas obtenu l'accord du milieu d'accueil.
- le condamné ne dispose pas de moyens de subsistance suffisants
- des contre-indications ont été constatées en ce qui concerne l'interruption de l'exécution de la peine; celles-ci portent sur :
  - le risque de soustraction à l'exécution de la peine : .....
  - le risque de commettre des infractions graves : .....
  - le risque d'importuner les victimes : .....
  - le risque lié au non-respect des mesures imposées par les autorités dans la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 : .....

Le directeur  
(nom et prénom + signature)

Le/la condamné.e  
(nom et prénom + signature)

Date :

Date :



**SPF JUSTICE**  
**DG EPI**

Prison .....

**Annexe 5 – CM n°1823**

**Coronavirus Covid-19 : révocation de l'interruption de l'exécution de la peine « Covid-19 »**

Cette décision concerne le/la condamné.e : .....

.....(Nom, prénom, lieu et date de naissance)

Le/la condamné.e a été arrêté provisoirement le ..... (date).

L'interruption de l'exécution de la peine, accordée le ..... (date), est révoquée pour les raisons suivantes :

.....  
.....  
.....  
.....

Le directeur  
(nom et prénom + signature)

Le/la condamné.e  
(nom et prénom + signature)

Date :

Date :